

Rédigé et compilé par Trudy Huskamp Peterson, Présidente, HRWG

### Commentaire.

À la Conférence annuelle Ina Irvine de 2014 à l'Holocaust Memorial Museum des États-Unis, le professeur Lawrence Douglas a examiné le procès d'Ivan Demjanjuk en Allemagne en 2009. Demjanjuk était un Ukrainien qui a été enrôlé dans l'armée soviétique pendant la Seconde Guerre mondiale, a été capturé par les Allemands, puis s'est porté volontaire pour rejoindre les SS allemands qui contrôlaient les forces de police et géraient les camps de concentration. Demjanjuk a été jugé en Israël en 1987, en tant que garde du camp d'extermination de Treblinka, connu des prisonniers comme "Ivan le Terrible" qui exploitait et entretenait le moteur diesel utilisé pour pomper les vapeurs de monoxyde de carbone dans les chambres à gaz de Treblinka. Bien que condamné par le tribunal de première instance, la Cour suprême d'Israël a annulé la condamnation en 1993 à cause du doute raisonnable sur le fait que Demjanjuk était le gardien de Treblinka connu comme Ivan le Terrible (en fait, il ne l'était pas).

En juillet 2009, les procureurs allemands ont inculpé Demjanjuk de 28'060 chefs d'accusation de complicité de meurtre à Sobibor. Les archives du personnel du camp allemand de Trawniki où Demjanjuk a été formé comme "auxiliaire de police" ont montré que Demjanjuk a servi de garde au camp d'extermination de Sobibor de mars à septembre 1943 (ces documents, capturés par les forces soviétiques, sont conservés dans les archives du service fédéral de sécurité de la Fédération de Russie à Moscou). D'autres documents ont montré que tous les gardes à Sobibor ont été utilisés dans le programme de mise à mort, ou, comme l'a dit Douglas, il n'y avait pas un gardien qui était juste un cuisinier. Il ressort clairement des documents que la fonction de tous les gardiens était de faciliter l'extermination de masse. Par l'utilisation minutieuse des archives montrant l'organisation du camp de Sobibor, les fonctions des gardes, et la présence de Demjanjuk comme l'un des gardes, le tribunal allemand l'a condamné en 2011. Douglas a conclu, "La culpabilité découle de la fonction".

Les archivistes décrivent les fonctions des organismes dont ils détiennent les documents ; en fait, l'une des normes internationales pour la description des archives décrit spécifiquement les fonctions. Créer ces descriptions et les rendre disponibles est *notre* fonction. Nous sommes des participants-clés dans l'avancement des travaux des droits de l'homme.

*L'enregistrement vidéo de la conférence du professeur Douglas sera affiché sur le site Web du Musée, mais à cette date, il n'est pas encore disponible. Pour de plus amples informations sur les procès de Demjanjuk, voir <http://www.ushmm.org/wlc/en/article.php?ModuleId=10007956>*

### Nouvelles internationales.

Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) / Slovénie. Après l'indépendance de la Slovénie, les citoyens des autres ex-républiques yougoslaves qui y vivaient ont eu 6 mois pour demander la citoyenneté slovène ou perdre leurs droits de résidence, incluant la perte de documents d'identité, l'assurance maladie et l'emploi. La Cour a ordonné à la Slovénie de rétablir les droits de ces personnes «effacées» et leur verser une indemnité. Pour le contexte, voir les Nouvelles HRWG 2013-07.

[http://www.balkaninsight.com/en/article/european-court-rules-pay-outs-for-erased?utm\\_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter&utm\\_campaign=b46c450534-RSS\\_EMAIL\\_CAMPAIGN&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_561b9a25c3-b46c450534-311109073](http://www.balkaninsight.com/en/article/european-court-rules-pay-outs-for-erased?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter&utm_campaign=b46c450534-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_561b9a25c3-b46c450534-311109073)

Cour internationale de Justice. Les procès mutuels de la Serbie et de la Croatie pour génocide ont continué. Lors de son procès, la Croatie a cité des verdicts du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, que la Serbie a déclaré être «trompeurs», a déclaré *BIRN*. [http://www.balkaninsight.com/en/article/belgrade-didnt-control-yna?utm\\_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter&utm\\_campaign=b46c450534-RSS\\_EMAIL\\_CAMPAIGN&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_561b9a25c3-b46c450534-311109073](http://www.balkaninsight.com/en/article/belgrade-didnt-control-yna?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter&utm_campaign=b46c450534-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_561b9a25c3-b46c450534-311109073)

Organisation des Nations Unies. Les archives des Nations Unies ont achevé les travaux de conservation sur les enregistrements audio de la commission de vérité au Burundi de 1995-1996. Merci à Bridget Sisk pour cette information.

Dans un rapport au Conseil de sécurité, le Secrétaire général Ban Ki-moon "a regretté qu'il n'y ait plus de restes des ressortissants koweïtiens manquants ou des archives nationales koweïtiennes qui aient été retrouvés en Irak." Il a exhorté le gouvernement de l'Irak "à apporter des méthodes novatrices pour effectuer leurs recherches" et a ajouté que la Mission d'assistance des Nations Unies en Irak "se tient prête à les aider ". <http://www.menafn.com>

Haut-Commissariat des Nations Unies pour les droits de l'homme. En octobre 2012, le Conseil des droits de l'homme par la résolution 21/7 sur le "droit à la vérité" a demandé au Haut-Commissaire "d'inviter (...) les États membres, les organes des Nations Unies, les organisations intergouvernementales, les institutions nationales des droits de l'homme et les organisations non gouvernementales à fournir des informations sur les bonnes pratiques dans la mise en place, la préservation et l'ouverture de l'accès aux archives nationales des droits de l'homme, et de rendre l'information reçue publiquement disponible dans une base de données en ligne". Le site Web du commissaire a publié les réponses aux questionnaires, qu'il a reçus de seulement 15 archives nationales (2 d'Afrique, 2 d'Amérique centrale, 2 d'Amérique du Sud, 9 d'Europe) et 3 autres organisations (la Commission internationale des personnes disparues, le Comité international de la Croix-Rouge et la post-Commission de Timor-Leste pour l'accueil, vérité et réconciliation). <http://www.ohchr.org/EN/Pages/WelcomePage.aspx>

## **Monde/ Nouvelles générales.**

Pollution de l'air. Une équipe mixte France - Côte d'Ivoire a étudié la pollution de l'air en Afrique et a conclu que "en l'absence de mesures réglementaires efficaces, le continent africain pourrait contribuer à 20-55%" de la pollution mondiale d'origine humaine d'ici à 2030, a rapporté *Eurasia Review*. Les chercheurs "ont utilisé une variété de données, telles que les questionnaires de consommation de carburant soumis aux autorités de différents pays, les enquêtes de terrain, et les résultats des programmes de recherche antérieurs." Les documents de l'étude de cette question controversée doivent être soigneusement conservés. [http://www.eurasiareview.com/14032014-africas-pollution-spotlight/?utm\\_source=feedburner&utm\\_medium=email&utm\\_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsNE+%28Eurasia+Review%29](http://www.eurasiareview.com/14032014-africas-pollution-spotlight/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsNE+%28Eurasia+Review%29)

## **Nouvelles bilatérales et multilatérales.**

Arménie / Turquie / Etats-Unis. Les Archives nationales de l'Arménie ont annoncé qu'elles vont créer une liste d'Arméniens massacrés par les Turcs ottomans en 1915-1916 "sur la base d'archives qui ont survécu", a rapporté *Transitions Online*. La *Radio Publique d'Arménie* a déclaré que la Fondation américaine de la Shoah "va collecter des fonds pour intégrer les témoignages arméniens dans ses collections de récits de survivants d'autres génocides et de nettoyage ethnique." [http://www.tol.org/client/article/24227-the-baltics-get-a-us-guarantee-poland-speeds-up-missile-defense.html?utm\\_source=TOL+mailing+list&utm\\_campaign=8204d5e55e-TOL\\_newsletter\\_27\\_8\\_2012&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_35d0a711b5-8204d5e55e-298065710](http://www.tol.org/client/article/24227-the-baltics-get-a-us-guarantee-poland-speeds-up-missile-defense.html?utm_source=TOL+mailing+list&utm_campaign=8204d5e55e-TOL_newsletter_27_8_2012&utm_medium=email&utm_term=0_35d0a711b5-8204d5e55e-298065710)

Communauté des Caraïbes (Caricom). Les pays des Caraïbes, réunis à Saint-Vincent, ont décidé d'un plan en 10 points à présenter aux gouvernements européens qui ont eu des colonies dans les Caraïbes et ont été impliqués dans la traite des esclaves. Il demande "des excuses formelles pour l'esclavage, le rapatriement en Afrique, un plan de développement pour les peuples autochtones des Caraïbes et le financement des institutions culturelles", entre autres, a rapporté *Reuters*. Un avocat de Caricom a dit que la "plainte ira sans aucun doute aux gouvernements de la Grande-Bretagne, de la France, des Pays-Bas, et très probablement de la Suède, de la Norvège et du Danemark." Pour le contexte, voir les Nouvelles HRWG 2013-10.  
<http://www.reuters.com/article/2014/03/11/us-caribbean-slavery-idUSBREA2A1ZR20140311>

Asie centrale / Russie. *EurasiaNet* a signalé que les autorités russes maintiennent une liste de plus de 600'000 étrangers, dont "la plupart sont des citoyens des anciens Etats soviétiques," qui sont interdits "de rentrer en Russie en raison d'infractions présumées, comme de travailler sans permis ou de ne pas s'être enregistrés à l'arrivée". La liste touche plus particulièrement les personnes d'Asie centrale qui travaillent en Russie: "Le problème, c'est que peu de candidats à l'immigration savent qu'ils sont sur la liste" jusqu'à ce qu'ils arrivent à la frontière.  
[http://www.eurasiareview.com/25032014-russian-blacklist-keeps-central-asian-migrants-out/?utm\\_source=feedburner&utm\\_medium=email&utm\\_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29](http://www.eurasiareview.com/25032014-russian-blacklist-keeps-central-asian-migrants-out/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29)

Chine / Japon / Corée. Les Archives provinciales du Jilin au nord-est de la Chine ont communiqué une autre série de documents japonais obtenus à l'époque de la Seconde Guerre mondiale, fournissant aux médias coréen "25 ensembles de documents relatifs aux femmes de réconfort", a rapporté le journal coréen *JoongAng Daily*, incluant un rapport de la police militaire de février 1938 qui disait qu'il était "nécessaire de recruter plus de femmes de réconfort parce qu'il y a une pénurie sur place" et des documents bancaires détaillant les dépenses liées à ces femmes entre décembre 1944 et mars 1945.  
<http://koreajoongangdaily.joins.com/news/article/article.aspx?aid=2986897&cloc=joongangdaily/home/newslist2>

Irak / Etats-Unis. Le Département d'Etat américain a déclaré à l'Agence télégraphique juive que la «sensibilité» autour des archives juives irakiennes a incité le ministère à chercher des "pistes pour rendre les archives juives irakiennes accessibles en permanence aux juifs irakiens vivant à l'extérieur du pays." Pour le contexte, voir les Nouvelles HRWG de 2013 -08 à 2013-12.  
<http://www.jta.org/2014/03/17/news-opinion/united-states/state-dept-seeking-ways-to-keep-access-open-to-iraqi-jewish-archive>

Irlande / Royaume-Uni / Irlande du Nord / Etats-Unis. Ivor Bell, accusé d'avoir participé en 1972 à l'assassinat de Jean McConville, n'a pas pu obtenir de caution et doit rester en détention, décision basée en partie sur le témoignage d'un entretien d'histoire orale organisé par l'université de Boston. L'avocat de Bell a dit qu'il était la personne interviewée comme "Z", a rapporté *l'Irish Times*, mais le procureur "a remis en question la valeur probante des interviews, soulignant qu'ils n'avaient pas été menés par des policiers formés." Pour connaître le long historique, voir les Nouvelles HRWG 2013-01 et 2013-04.  
<http://www.theguardian.com/uk-news/2014/mar/22/ira-troubles-murder-ivor-bell-court-jean-mcconville> ;  
<http://www.irishtimes.com/news/crime-and-law/case-against-mcconville-accused-based-on-us-interviews-1.1735104>

Pologne / Russie / Etats-Unis. Les Archives nationales des États-Unis ont annoncé qu'elles débloquaient 205 pages supplémentaires relatives au Massacre dans la forêt de Katyn de militaires polonais par des unités de police secrète soviétiques en 1940. <http://blogs.archives.gov/ndc/2014/03/25/new-katyn-documents-declassified-in-2013-and-2014/>

Russie / Ukraine. Le 1er mars, pendant l'occupation russe de la Crimée, "des hommes armés et masqués" ont fait irruption dans le Centre de Crimée pour le journalisme d'investigation (CCJI), duquel les membres du personnel ont réussi à fuir avec seulement une partie de leurs dossiers. Selon le *Global Investigative Journalism Network*, le service de l'Internet Archive *Archive-It* a réussi à sauvegarder l'intégralité du site Web du Centre. Selon le blogueur Ian Milligan, entre le 1er et le 19 mars, *Archive-It* a capturé et préservé

5185 vidéos de CCJI. <http://www.poynter.org/latest-news/mediawire/241793/journalism-group-quietly-preserves-crimean-news-services-archives-after-armed-incursion/>  
<http://activehistory.ca/2014/03/preserving-history-as-it-happens/>

Lors d'une réunion du Conseil de sécurité des Nations Unies le 3 mars, l'ambassadeur de Russie a montré une lettre du président ukrainien évincé Viktor Ianoukovitch écrite à Vladimir Poutine "pour lui demander d'utiliser la force militaire en Ukraine pour rétablir la loi et l'ordre", a rapporté *RT* et autres sources de médias. Pour une photo de l'ambassadeur et la lettre, voir <http://rt.com/news/churkin-UNSC-russia-ukraine-683/>

Afrique du Sud / Royaume-Uni. La Bodleian Library à Oxford conserve les archives du mouvement de l'Anti-Apartheid britannique, dont certaines sont maintenant disponibles sur un nouveau site "Forward to Freedom (en avant vers la liberté)", a rapporté *The Guardian*. Merci à Jens Boel pour cette référence. <http://www.theguardian.com/world/2014/mar/12/anti-apartheid-movement-online-archive-south-africa>

Royaume-Uni / Anciennes colonies. Comme indiqué dans les Nouvelles HRWG du mois dernier, le Foreign and Commonwealth Office tiendra un "Jour des archives" le 9 mai pour discuter avec des historiens "sélectionnés" et des archivistes de "comment il va enfin placer dans le domaine public des millions de documents publics qu'il a illégalement détenus depuis des décennies", mais il ne saura admettre ni le public ou les médias, a rapporté *The Guardian*. <http://www.theguardian.com/politics/2014/mar/17/foreign-office-excludes-public-records-day>

## **Nouvelles nationales.**

Australie. Un élément de plus alimente le débat sur l'utilisation par le gouvernement des enregistrements téléphoniques : *ZDNet* a indiqué que la Commission australienne pour l'application de la loi de l'intégrité a déclaré "qu'une récente enquête sur la corruption des officiers des douanes et de la protection des frontières a réussi seulement grâce au fait qu'elle était en mesure d'utiliser des enregistrements téléphoniques obtenus en vertu de la Loi des télécommunications (Interception et Accès)." <http://www.zdnet.com/au/data-retention-needed-to-police-the-police-integrity-commission-7000027079/>

Dans une interview à la radio avec la présidente de l'Alliance pour les Australiens Oubliés, le journaliste pour *The World Today* a déclaré que le gouvernement de l'Etat de Victoria "semble avoir des documents sur les enfants qui ont grandi dans des foyers gérés par l'Etat qui s'étendraient à 80 km" et le ministère des services sociaux de Victoria a "répertorié plus de 85'000 boîtes de documents archivés destinés à la Commission royale d'enquête", qui se penche sur l'abus sexuel des enfants. <http://www.abc.net.au/worldtoday/content/2014/s3958906.htm>

Bolivie. *BBC News* a indiqué qu'Amnesty International (AI) a publié un rapport affirmant que le gouvernement bolivien n'a pas la volonté politique de découvrir la vérité sur le passé. AI estime que durant la période de la dictature (1964-1982) "au moins 200 personnes ont été exécutées sommairement alors que plus de 150 ont été victimes de disparitions forcées" et environ 5000 ont été arrêtées arbitrairement et certaines torturées. Bien que la loi prévoit une indemnisation pour les victimes et leurs proches, les critères d'une revendication nécessitent "un lourd fardeau de preuves": "des documents médicaux pour certifier les marques de torture ou des passeports montrant les mouvements à travers les frontières des demandeurs exilés". Une des "exigences essentielles des victimes est que les archives militaires classifiées soient ouvertes pour examen". <http://www.bbc.com/news/world-latin-america-26514546>

Bosnie. Le Conseil supérieur de la magistrature et du Parquet de la Bosnie a recommandé l'annulation de la décision de 2012 de ne pas divulguer les noms et prénoms des personnes dans les documents judiciaires des crimes de guerre et d'enregistrer seulement dix minutes de chaque audience. La recommandation a été soumise aux tribunaux et aux procureurs pour commentaire, puis sera soumise à l'Assemblée législative pour adoption, a déclaré *BIRN*. Pour le contexte, voir les Nouvelles HRWG 2013-08.

[http://www.balkaninsight.com/en/article/bosnia-to-reallow-publishing-of-indictments-and- verdicts?utm\\_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter&utm\\_campaign=508da59576- RSS\\_EMAIL\\_CAMPAIGN&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_561b9a25c3-508da59576-311109073](http://www.balkaninsight.com/en/article/bosnia-to-reallow-publishing-of-indictments-and- verdicts?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter&utm_campaign=508da59576- RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_561b9a25c3-508da59576-311109073)

Canada. *CBC News* a indiqué que les données personnelles de 5'500 patients "incluant les noms, dates de naissance et rapports de diagnostic" se trouvaient sur un ordinateur portable qui a été volé à l'hôpital général d'Etobicoke.

<http://www.cbc.ca/news/canada/toronto/laptop-theft-exposes-thousands-of-hospital-records-1.2561617>

République tchèque. Le *New York Times* a publié un chaleureux hommage à Jiri Fiedler, un homme tchèque qui a recueilli des documents et des informations sur l'histoire de la communauté juive dans les pays tchèques. Fiedler a été assassiné à Prague le 31 janvier.

[http://www.nytimes.com/2014/03/09/opinion/sunday/eulogy-for-a-source.html?\\_r=0](http://www.nytimes.com/2014/03/09/opinion/sunday/eulogy-for-a-source.html?_r=0)

Egypte. Des témoignages filmés par des prisonniers "enregistrés sur les téléphones mobiles, sortis clandestinement de prison et obtenu par des journalistes" comprennent des dénonciations de torture et des confessions forcées et déplorent les conditions dans les prisons égyptiennes, a signalé *Al Jazeera*.

<http://america.aljazeera.com/articles/2014/3/9/videos-from-egyptprisonspaintbleakpicture.html>

Ethiopie. Human Rights Watch a publié un nouveau rapport, "«Ils savent tout ce que nous faisons» : Surveillance de Télécom et Internet en Ethiopie", basé sur "100 entretiens avec des victimes d'abus et d'anciens responsables du renseignement" et des "tests de filtrage d'internet". Le rapport "montre comment les autorités utilisent l'accès aux données mobiles et les enregistrements d'appels pour harceler et arrêter des gens qu'ils croient s'opposer au gouvernement".

<http://www.hrw.org/node/123977>

Inde. Le *Sunday Guardian* a appris que "les archives opérationnelles de la guerre de 1962 conservées au siège de l'armée ont été détruites." Le journal écrit dans un éditorial que, "cela renforce la suspicion d'une couverture systémique des fautes conduisant à la débâcle de la guerre avec la Chine." Au cours de la guerre, les victimes indiennes (tuées, blessées et disparues) étaient plus de 4000 et les victimes chinoises environ 2500.

<http://www.sunday-guardian.com/news/1962-war-records-destroyed-to-cover-up-lapses>

Et un journaliste a mis en ligne une copie obtenue par fuite d'une partie de l'examen officiel indien de la guerre encore classifié (le rapport Henderson Brooks - PS Bhagat) mais l'accès a été bloqué "pendant des heures", a rapporté le *South China Morning Post*. <http://www.scmp.com/comment/insight-opinion/article/1461062/revealing-indias-failures-1962-war-china-can-help-clear-air>

Le plaidoyer du procureur spécial public pour poursuivre les quatre agents de la police de Delhi qui ont prétendument détruit les archives et documents d'un des procès des émeutes anti-Sikhs en 1984 a été rejeté par le juge qui a déclaré que les "documents n'étaient pas pertinents et leur conservation n'était pas nécessaire", a rapporté *First Post*. Pour le contexte, voir les Nouvelles HRWG 2014-02.

<http://www.firstpost.com/india/1984-riots-court-dismisses-plea-to-prosecute-cops-for-destroying-files-1450149.html>

Liban. Le Conseil de la Choura a jugé que les familles des personnes disparues pendant la guerre civile (1975-1990) devraient avoir accès à tous les documents officiels, y compris les "aveux d'anciens militants liés à des cas de Libanais disparus", a rapporté le *Daily Star*. Un militant de SOLDE, une ONG, a demandé à ce qu'une commission nationale indépendante enquête sur le sort des disparus. Le journal *Star* a déclaré: "Le sort des quelque 17'000 personnes qui ont disparu pendant la guerre reste inconnu. On pense que des centaines d'entre elles sont détenues dans les prisons syriennes".

<http://www.dailystar.com.lb/News/Lebanon-News/2014/Mar-14/250203-families-of-disappeared-remain-skeptical.ashx#ixzz2wM0dG0IV>

Myanmar. La *Voix démocratique de Birmanie* a indiqué que le recensement national en cours ne permettra pas aux personnes de s'identifier comme «Rohingya»; ils seront appelés soit "bengali" ou le champ ethnique sur le formulaire sera laissé en blanc. Ni "Rohingya" (le terme préféré par les quelque 800'000

musulmans qui vivent en Birmanie) ou "Bengali" (le terme que les bouddhistes utilisent, qui implique que les musulmans sont des immigrants illégaux en provenance du Bangladesh) sont parmi la liste des 135 "races officielles" qui fournissent au gouvernement la base de la citoyenneté. Pour le contexte, voir les Nouvelles HRWG 2012-11. [http://www.eurasiareview.com/31032014-burma-term-rohingya-struck-from-census/?utm\\_source=feedburner&utm\\_medium=email&utm\\_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29](http://www.eurasiareview.com/31032014-burma-term-rohingya-struck-from-census/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29)

Nigeria. *Crisis Watch* a indiqué que le chef de la secte Boko Haram, un groupe islamiste, a publié une nouvelle vidéo le 24 mars promettant d'attaquer des groupes d'autodéfense, des universités et des religieux musulmans modérés. Certaines archives doivent préserver ces informations et d'autres menaces vidéo contre la vie humaine. <http://www.crisisgroup.org/~media/Files/CrisisWatch/2014/cw128.ashx>

Rwanda. Les membres de la commission parlementaire "Unité, droits de l'homme et lutte contre le génocide", ont déclaré que le gouvernement doit mettre des fonds à disposition pour "la bonne conservation des archives des juridictions Gacaca", le système judiciaire traditionnel qui a examiné "au moins deux millions de cas" à la suite du génocide rwandais. Les archives sont actuellement logées "dans une installation de fortune au siège de la police nationale du Rwanda à Kacyiru", a rapporté *allAfrica.com*. <http://allafrica.com/stories/201403260075.html>

Serbie. Le Commissaire à l'information d'intérêt public, sur un appel lancé par le Humanitarian Law Center, a affirmé que "la pratique de l'anonymisation des décisions de justice" lors de crimes de guerre viole le droit existant. <http://www.hlc-rdc.org/?cat=221&lang=de>

Sierra Leone. Le Musée de la Paix a ouvert ses portes dans le vieux bâtiment de la Cour spéciale de sécurité pour le Sierra Leone. Il y a des salles d'exposition, un jardin du souvenir et des copies (imprimés et numériques) des documents accessibles au public du Tribunal spécial et de la Commission Vérité et Réconciliation. <http://www.towardfreedom.com/30-archives/africa/3486-institutionalizing-memory-the-creation-of-sierra-leone-s-first-peace-museum>

Slovénie. La conservation et l'accès aux archives de la police secrète de l'époque communiste a fait la une dans les journaux. Au début du mois, le ministre de la Culture a déclaré qu'il "soupçonnait la destruction illégale de documents des services secrets SDV de l'époque yougoslave" et avait renvoyé la question aux procureurs du gouvernement. A la fin du mois, le parti politique de l'opposition a déposé les signatures demandant un référendum au gouvernement sur une mesure exigeant la préservation et l'accès aux archives de la police secrète, a rapporté *STA*. <http://www.sta.si/en/vest.php?s=a&id=1993077>

Somalie. Comme son collègue au Nigeria (voir ci-dessus), le chef d'Al-Shabaab, un groupe islamiste, a posté un message vidéo le 9 mars exhortant les Somaliens à mener le djihad contre les troupes étrangères, a rapporté *Reuters*. L'Union africaine a une mission en Somalie, comprenant l'armée et les forces de police de huit pays. <http://www.crisisgroup.org/~media/Files/CrisisWatch/2014/cw128.ashx>

Syrie. L'ONG Save the Children a publié un rapport sur l'impact de la guerre civile sur la santé des enfants syriens. Il affirme que "plusieurs milliers d'enfants" sont morts à cause du manque d'installations médicales adéquates et "des millions d'enfants" ont souffert de "pratiques médicales brutales". Elle a déclaré qu'elle a utilisé des données provenant d'organisations des Nations Unies, des ONG et du gouvernement syrien ainsi que ses propres entretiens avec des enfants syriens, des parents et du personnel médical. Cela souligne à nouveau l'importance des dossiers des ONG pendant les conflits.

[http://www.savethechildren.org/atf/cf/%7B9def2ebe-10ae-432c-9bd0-df91d2eba74a%7D/SAVE\\_THE\\_CHILDREN\\_A\\_DEVASTATING\\_TOLL.PDF](http://www.savethechildren.org/atf/cf/%7B9def2ebe-10ae-432c-9bd0-df91d2eba74a%7D/SAVE_THE_CHILDREN_A_DEVASTATING_TOLL.PDF)

Turquie. Un enregistrement divulgué sur YouTube de quatre fonctionnaires du gouvernement turc discutant "d'un prétexte pour intervenir militairement en Syrie" a conduit le gouvernement à bloquer YouTube; cela a fait suite à une interdiction de Twitter, ont rapporté *Al-Monitor* et d'autres médias. [http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2014/03/scandal-turkey-eve-elections.html?utm\\_source=Al-](http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2014/03/scandal-turkey-eve-elections.html?utm_source=Al-)

Royaume-Uni. Le chef de la police métropolitaine de Londres a comparu au Parlement devant un comité spécial concernant une enquête de corruption de police. *The Voice Online* rapporte que la police a déchiqueté les documents d'une enquête sur la corruption de la police qui aurait concerné "de la corruption passive, du trafic de drogue et de la vente d'informations secrètes à des criminels". *BBC News* a ajouté qu'un "camion chargé" de matériel a été détruit. Le broyage a été découvert lors de l'examen de la gestion de la police de l'assassinat de Stephen Lawrence dans une attaque raciste en 1993. L'enquêteur a dit qu'il avait besoin de voir les dossiers d'enquête sur la corruption de la police "pour enquêter sur les liens possibles avec le cas Laurent", et appris à ce moment-là que les documents papier avaient été détruits en 2003 ou en 2001. <http://www.voice-online.co.uk/article/met-chief-faces-growing-pressure-over-shredded-files>; <http://www.bbc.com/news/uk-26621322>

En 2012, un pirate informatique s'est introduit dans le site web du British Pregnancy Advisory Service (grossesse) et a menacé de publier les noms de près de 10'000 personnes qui s'y trouvaient. Le pirate a été condamné à une peine de prison de 32 mois. Actuellement, *BBC News* a rapporté que le Commissaire à l'information a infligé une amende de £ 200 000 au Service pour n'avoir pas stocké les données personnelles en toute sécurité. <http://www.bbc.com/news/health-26479985>

Le Commissaire à l'information a également condamné la police du Kent à une amende de £ 100,000 après que "des informations confidentielles, incluant des copies des enregistrements d'entrevue de la police, ont été laissées dans le sous-sol" d'un ancien poste de police. *Kentonline* a déclaré que le nouveau propriétaire de l'immeuble a trouvé les bandes et les documents et a contacté la police. <http://www.kentonline.co.uk/kentonline/news/police-fined-100k-for-damaging-14425/>

États-Unis. Un juge fédéral a arrêté la destruction de "millions d'enregistrements téléphoniques recueillis par l'Agence nationale de sécurité il y a plus de cinq ans", a signalé *Mercury News*, San Jose, Californie. Le juge a été saisi d'une plainte sur l'invasion de la vie privée par le programme de la NSA; il a dit qu'il devait décider si la collecte des documents était légale et voir ce qu'ils contenaient afin de statuer sur l'affaire. [http://www.mercurynews.com/news/ci\\_25318033/judges-order-stops-destruction-phone-records-collected-by](http://www.mercurynews.com/news/ci_25318033/judges-order-stops-destruction-phone-records-collected-by)

La Central Intelligence Agency et la Commission du renseignement du Sénat se disputent l'accès à un rapport sur le programme de détention et d'interrogatoire de l'Agence ; le Sénat prétend que les employés de la CIA ont effectué des perquisitions non autorisées sur les ordinateurs utilisés par les membres du personnel du Comité. Selon le *New York Times*, les membres du personnel du Sénat travaillant à la CIA pour examiner des fichiers ont utilisé un "lecteur partagé réservé" sur le système informatique de sorte que les documents créés par le Sénat "ne deviennent pas des dossiers de l'organisme", même si ces résultats étaient créés et stockés sur un système informatique de la CIA". [http://www.nytimes.com/2014/03/06/us/politics/cia-and-congress-at-odds-over-inquest-into-detention-policies.html?\\_r=0](http://www.nytimes.com/2014/03/06/us/politics/cia-and-congress-at-odds-over-inquest-into-detention-policies.html?_r=0)

General Motors a indiqué à la National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA) qu'il avait reçu des rapports dès 2001 qu'il y avait un défaut de sécurité dans le commutateur d'allumage de plusieurs de ses modèles de voiture, qui a conduit à 12 décès et 31 accidents dans les années qui ont suivi. Le constructeur automobile a, depuis, rappelé les voitures pour remplacer la partie défectueuse. Le *New York Times* a analysé les dossiers de 8'000 plaintes de clients que la NHTSA a reçus sur les modèles rappelés et a constaté que, depuis février 2003, il y avait en moyenne deux plaintes par mois, "citant des performances potentiellement dangereuses". Le ministère de la Justice et les deux chambres du Congrès étudient la question. <http://www.nytimes.com/2014/03/13/business/gm-reveals-it-was-told-of-ignition-defect-in-01.html>

Après une série complexe d'événements, un tribunal fédéral est en train de réexaminer une affaire qui allègue que BASF Catalysts et ses avocats ont "fraudemment détruit des preuves prouvant que de

l'amiante était présente dans les produits de talc de la société, a rapporté *Legal Newsline*. Six personnes sont mortes de problèmes liés à l'amiante, qui, selon elles, ont été causés par les produits. Les produits ont été fabriqués par un prédécesseur de BASF, ce qui démontre l'importance de conserver les documents d'entreprises, non seulement ceux des sociétés actuelles.

<http://legalnewsline.com/issues/asbestos/248183-third-circuit-hears-case-alleging-asbestos-evidence-destruction>

La Veteran's Administration a publié les dossiers médicaux du tireur qui a tué 12 personnes et lui-même au Navy Yard de Washington en 2013, décidant que les "obligations de délivrer les documents gouvernementaux en vertu de la loi du Freedom of Information Act des États-Unis, compense ses obligations de protéger la vie privée d'un patient", a rapporté *l'Associated Press*, qui avait déposé une plainte pour obtenir les archives.

<http://www.visaliatimesdelta.com/viewart/20140322/OPINION11/303220029/In-rare-move-VA-says-FOIA-trumps-HIPAA>

Un employé de l'US Internal Revenue Service "a emporté à la maison une clé USB contenant des données chiffrées sur 20'000 collègues", a rapporté *Bloomberg.com*, et l'a branché sur son réseau domestique. Les données contenaient les numéros de sécurité sociale et les noms et adresses des employés et des entrepreneurs. <http://www.bloomberg.com/news/2014-03-18/irs-employee-took-home-data-on-20-000-workers-at-agency.html>

Un tribunal fédéral de Floride a approuvé un règlement de 3 millions de dollars pour les victimes d'une violation de données (vol d'ordinateurs portables avec des renseignements médicaux personnels non cryptés) à AvMed, une compagnie d'assurance de santé basée en Floride, a rapporté *Computerworld*. Cela établit un précédent parce que les demandeurs n'ont pas eu à prouver qu'ils ont subi des pertes directes ou un vol d'identité en raison de la violation de données.

[http://www.computerworld.com/s/article/9247017/Court\\_approves\\_first\\_of\\_its\\_kind\\_data\\_breach\\_settlement](http://www.computerworld.com/s/article/9247017/Court_approves_first_of_its_kind_data_breach_settlement)

Etats-Unis / Colorado. Les responsables d'un district scolaire du Colorado "ont détruit les dossiers d'un étudiant de l'enseignement spécialisé pour les tenir à l'écart de sa famille", a rapporté le *Daily Caller*, parce que les fonctionnaires "craignaient que la famille poursuive le district" pour n'avoir pas donné à l'enfant autiste "un programme spécialisé d'éducation approprié."

<http://dailycaller.com/2014/03/04/colorado-school-district-caught-destroying-special-ed-students-records/>

Etats-Unis / Texas. "Un homme de Fort Worth qui travaillait pour une entreprise de destruction de documents n'a pas détruit les documents bancaires et les a, au contraire, partagé avec des voleurs", a rapporté la chaîne de télévision *NBC DFW*. Le nombre de victimes potentielles se compte par milliers dans plusieurs États et "la perte totale peut être de millions de dollars", a déclaré une source responsable de l'application de la loi. <http://www.nbcdfw.com/news/local/Employee-of-Documents-Shredding-Company-Eyed-in-ID-Theft-Ring-252992761.html>

Yémen. Les commissions d'enquête sont souvent utilisées pour explorer les violations des droits de l'homme, mais l'auteur de cet article publié par *Al-Monitor* dit: "Une des habitudes politiques, la pire et la plus courante du Yémen, est de former des commissions" quand les décideurs souhaitent éviter d'affronter quelque chose ou résoudre un problème". Par exemple, une commission pour traiter des "terres volées dans les provinces du sud", a annoncé à fin février cette année qu'elle "avait reçu 100'000 dossiers sur les terres volées". Préserver et donner l'accès aux archives des commissions gouvernementales doit être une priorité pour les archives nationales.

[http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2014/03/yemen-government-commissions-ineffective.html?utm\\_source=Al-Monitor+Newsletter+%5BEnglish%5D&utm\\_campaign=09102cc0bc-January\\_9\\_2014\\_18\\_2014&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_28264b27a0-09102cc0bc-93088897](http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2014/03/yemen-government-commissions-ineffective.html?utm_source=Al-Monitor+Newsletter+%5BEnglish%5D&utm_campaign=09102cc0bc-January_9_2014_18_2014&utm_medium=email&utm_term=0_28264b27a0-09102cc0bc-93088897)

## **Publications**

Le Centre de droit humanitaire de Belgrade a lancé une présentation Web interactive *Zone de (non) responsabilité* qui "va reconstruire les hiérarchies de l'armée et de la police au moment où les crimes ont été commis par les forces serbes au Kosovo. La reconstruction des structures de la puissance de la police et des militaires, des auteurs directs à la police et aux généraux de l'armée, est fondée sur les déclarations des survivants, des témoins oculaires et des témoins à l'interne, des documents militaires et policiers authentiques, des cartes, des rapports médico-légaux et d'autres documents qui ont été recueillis et compilés par le TPIY et le HLC et les chercheurs du HLC Kosovo". En plus des crimes commis au Kosovo, la *Zone de (non) responsabilité* présentera des analyses des crimes commis en Croatie et en Bosnie-Herzégovine. <http://zonaneodgovornosti.net/?lang=eng>

*Paper Cadavers: The Archives of Dictatorship in Guatemala*, par Kirsten Weld, a été publié par Duke University Press. Le livre fournit "un récit à l'interne de la découverte étonnante et du sauvetage des archives de la police secrète du Guatemala." <http://www.dukeupress.edu/Paper-Cadavers/>

"The Probative Value of Archival Documents" par Trudy Huskamp Peterson, est publié sur le site Swisspeace [http://archivesproject.swisspeace.ch/fileadmin/user\\_upload/archivesproject/Publications/Essential\\_2\\_2014\\_Probative\\_Value\\_1\\_.pdf](http://archivesproject.swisspeace.ch/fileadmin/user_upload/archivesproject/Publications/Essential_2_2014_Probative_Value_1_.pdf)

"The Lost Archives of Noriega" par Douglas Cox est publié sur <http://www.bu.edu/law/central/jd/organizations/journals/international/volume32n1/documents/Cox-THE-LOST-ARCHIVES-OF-NORIEGA.pdf>

"The Archives at the Secretary of State of Honduras: It's Rescue, Recent and Future Development" par Nilda Lopez Fernandez est publié à la page 146 de [http://www.lexisnexis.com/tsg/gov/best\\_practices\\_2013.pdf](http://www.lexisnexis.com/tsg/gov/best_practices_2013.pdf)

Un nouveau *Journal of Civil and Human Rights* sera lancé en 2015 par l'University of Illinois Press, qui fait un appel à contribution. Contactez: [ezra@sonoma.edu](mailto:ezra@sonoma.edu) ou voyez l'annonce à <http://www.h-net.org/announce/show.cgi?ID=212034>

\* \* \* \* \*

**Si vous avez des nouvelles à partager, envoyez-les directement à : [trudy@trudypeterson.com](mailto:trudy@trudypeterson.com) ou [j.boel@UNESCO.org](mailto:j.boel@UNESCO.org)**

**Pour souscrire au bulletin en version anglaise, veuillez remplir le formulaire à l'adresse : [http://www.unesco.org/archives/hrgnews/hrg3\\_042010.php](http://www.unesco.org/archives/hrgnews/hrg3_042010.php)**

**Les numéros précédents du Bulletin en ligne sont sur <http://www.ica.org/12315/hrwg-newsletter/list-of-hrwg-newsletters.html> et <http://128.121.10.98/coe/main.jsp?smd=2&nid=569829>**

**(Traduction française : Cristina Bianchi)**